



FAULQUEMONT Lorsque j'ai lu cet article paru dans la presse locale

undefined – jeudi 3 novembre 2022

Moselle

BITCHE

Câbles de fibre sectionnés : une manœuvre étudiée

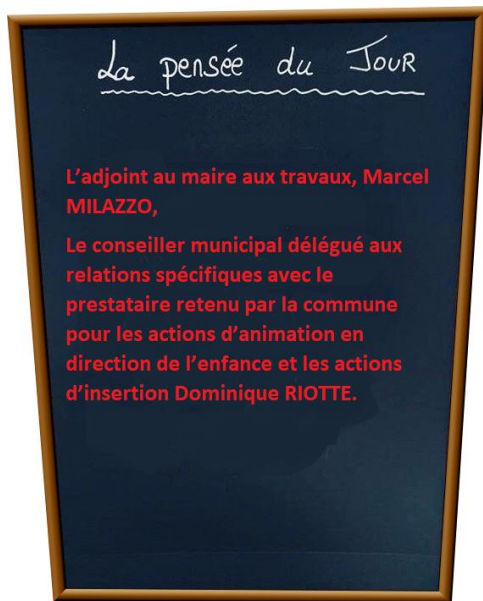
Camille HENRIOT



Des réparations sont en cours. Le réseau est rétabli au fur et à mesure. Photo RL/Camille HENRIOT

Après la panne générale hier au Pays de Bitche, les techniciens affirment que les trois quarts du réseau sont rétablis. Les câbles de fibre sectionnés près du BigMat sont encore en cours de réparation. Il ne reste plus qu'à réalimenter la couverture en fibre des commerçants installés sur la zone industrielle Actiparc à Bitche.

[Cet acte de vandalisme, survenu dans la nuit du lundi 31 octobre au mardi 1^{er} novembre](#), devant le BigMat Angermuller, a bien un lien avec le cambriolage de l'enseigne qui vend des matériaux de construction et rénovation. « C'est une manœuvre préalable à l'entrée du magasin », explique le commandant Moncarré, de la brigade de gendarmerie de Sarreguemines. Cette manœuvre a en réalité servi à déjouer le système d'alarme afin de pénétrer plus tard dans le magasin. Son directeur a porté plainte. Une enquête est en cours.



je n'ai pu m'empêcher de repenser à ces deux élus faulquinois, **l'adjoint au maire aux travaux, Marcel MILAZZO**, et **le conseiller municipal délégué**



aux relations spécifiques avec le prestataire retenu par la commune pour les actions d'animation en direction de l'enfance et les actions d'insertion Dominique RIOTTE.



Souvenez-vous, les deux lascars s'étaient introduits en toute illégalité dans une chambre télécom installé sur l'espace public et réservé aux seuls professionnels habilités.

Bien évidemment le maire a été immédiatement informé.
Que pensez-vous qu'il fit ? **Nada ! Tintin ! Des clopinettes !**
Que tchi ! Que dalle ! Bref RIEN.

Même pas une réponse au courrier que nous lui avons adressé. Impoli, discourtois et grossier personnage **en plus !**



Alors nous avons alerté le Préfet

Des élus faulquinois se comportent mal.

Enfin, je viens de recevoir les commentaires de l'administration que nous avons saisie à propos du bon usage des chambres télécom, des travaux réalisés sur un espace public et réservés à des professionnels habilités.

--0--

Il y a quelques temps j'ai évoqué le comportement d'élus coupables d'avoir réalisé ... des travaux sur un espace public et réservé à des professionnels habilités.

Informé en ma qualité de conseiller municipal membre de la commission travaux, par mail, j'ai informé à mon tour, monsieur MILAZZO, 6ème adjoint au maire et président de la commission Travaux-Sécurité, mes collègues de la même commission, le directeur des services techniques :

- Que monsieur RIOTTE, conseiller municipal délégué aux relations spécifiques avec le prestataire retenu par la commune pour les actions d'animation en direction de l'enfance et les actions d'insertion, s'était introduit en toute illégalité dans la chambre télécom se situant sur la voie publique devant son domicile ;
- Qu'il y réalisait des travaux de percement afin de passer un tire-fil de son domicile à la chambre télécom.

J'ai demandé aux membres de la commission de se rendre sur les lieux.

Alerté, monsieur RIOTTE a rangé dans la précipitation son outillage, refermé la chambre Télécom avant l'arrivée de l'adjoint au maire MILAZZO, chargé de la commission « travaux » et du directeur des services techniques, monsieur HOOG.

Interpellé à son tour par mail par un de mes colistier, le Directeur Général et des Services a fait cette réponse : « ... *contrairement à tes affirmations, aucun travaux ou percements n'ont été réalisés sur la chambre située au droit de l'habitation de monsieur RIOTTE comme l'attestent les deux photographies jointes.* »



Le conseiller municipal délégué RIOTTE a simplement ouvert le tampon de la chambre L2T pour vérifier à l'aide d'une aiguille et d'un tire-fil si la gaine située entre ladite chambre et le débouché dans son garage était bien libre de manière à permettre le passage du câble fibre qui doit être posé par l'opérateur. Je te rappelle que pour l'installation de la fibre il appartient au client de s'assurer, avant la venue du technicien, que la gaine existante permet le passage de la fibre. Ce contrôle a ainsi permis au conseiller municipal délégué RIOTTE de déceler un dérangement et de le localiser sur son terrain ».

--0--

Le Directeur Général et des Services a occulté volontairement le fait que ce conseiller municipal, ni lui, ni qui que ce soit d'ailleurs n'avait pas à ouvrir la chambre Télécom, et à plus forte raison à pénétrer dans celle-ci, ainsi que je le démontre. Contrairement aux diverses affirmations, **pour vérifier où aboutissait le tire-fil, il fallait démonter le boîtier noir** que l'on voit sur la photo de droite ci-dessus. Il semble que le Directeur général et des Services ait fait une confiance aveugle à son Directeur des Services techniques.

Sûr de son impunité, le conseiller municipal délégué RIOTTE récidivait le lendemain en poursuivant ses travaux dans la chambre télécom en compagnie de monsieur MILAZZO, 6ème adjoint au maire et président de la commission Travaux – Sécurité.

Me trouvant dans la rue dans le cadre de mon activité professionnelle, je suis passé devant le domicile de monsieur RIOTTE, l'adjoint au maire MILAZZO tirait un fil sortant de la chambre télécom dont la trappe était grande ouverte.

Surpris de me voir, l'adjoint MILAZZO m'a interpellé « *Vous n'allez pas de nouveau téléphoner à la mairie* », alors que le conseiller délégué RIOTTE, furieux, a sauté par-dessus le muret de son jardin avant de prononcer « *Vous et BONNET vous commencez à me faire chier* », ajoutant « *Et ce n'est pas parce qu'une connasse de voisine vous appelle...* ».

--0--

Il est étonnant que deux élus communaux, un adjoint au maire et un conseiller municipal délégué, puissent s'affranchir des règles, à savoir l'ouverture d'une chambre télécom se trouvant sur le domaine public. Peu importe le motif, ces deux élus n'avaient pas à ouvrir le tampon de la chambre télécom L2T ni à effectuer des travaux de quelle nature que ce soit sur la voie publique.

Comme le montre les photos, dans cette chambre on y trouve le réseau télécom et internet des maisons voisines. Comme me l'ont précisé les services télécom et Moselle -fibre « **un particulier n'a pas à ouvrir une chambre sur le domaine public. En outrepassant cette interdiction, le risque est d'occasionner des dégâts volontaires ou non, qui inmanquablement porteraient préjudices au voisinage (Envoyé par les services télécom, voir article presse joint dernière page)** ».

--0--

Surpris par la poursuite des travaux le lendemain et le comportement inadmissible de ces deux élus, j'ai envoyé un nouveau mail au Directeur Général et des Services de la commune qui me répondait : « *Ce signalement ne justifiait en rien le déplacement sur place de la totalité des membres de la commission Travaux, surtout dans une période où les rassemblements de plus de 6 personnes sur l'espace public sont proscrites. J'ai également l'intime conviction que ce signalement est essentiellement lié au fait que l'administré en question fait partie de la liste majoritaire du nouveau conseil municipal. Les fonctionnaires municipaux ont, certes, un certain nombre d'obligations, mais je vous rappelle qu'il ne leur appartient pas de régler les différends entre listes municipales concurrentes. Si vous estimez certains comportements ou propos inappropriés je vous invite à en faire part aux services compétents : concessionnaires, gendarmerie, tribunal, ...* ».

Était-ce- à moi faire d'informer la gendarmerie, le tribunal ... ?

N'était- ce pas au maire qui pouvait, non pas les démissionner, **mais leur retirer leur délégation pour avoir contrevenu à la loi avec récidive le lendemain ?** Comme le maire semble couvrir les méfaits de ses deux colistiers, nous nous sentons obligés d'en informer qui de droit.

RÉGION

MOSELLE NORD

Vandalisme : des milliers de personnes privées de téléphone



*Pendant près d'une journée, les antennes des opérateurs SFR et Bouygues Telecom sont restées hors service.
Photo d'illustration RL Pierre HECKLER*

Mercredi en tout début de soirée, la coupure de fibres optiques dans une station de téléphonie située à Yutz a totalement privé de réseau plusieurs milliers d'utilisateurs. L'hypothèse d'un acte de vandalisme est privilégiée.

Aux alentours de 21h30, mercredi soir, les réseaux mobiles SFR et Bouygues Telecom ont soudainement cessé de fonctionner, touchant plusieurs milliers d'utilisateurs vivant dans la vallée de la Fensch, à la frontière luxembourgeoise ou dans les agglomérations de Thionville et de Cattenom.

À Hayange comme à Zouffigen, impossible d'envoyer un message, de passer un appel ou de se connecter à internet en utilisant son téléphone portable.

Derrière cette galère, « un acte de vandalisme volontaire dont le but est de nuire aux services », assure le service communication de SFR.

La nuit aidant, des câbles de fibre optique ont été sectionnés dans l'enceinte d'une installation de téléphonie située sur le territoire de la commune de Yutz, à proximité de Thionville. Un sabotage qui a eu pour effet de mettre hors service les cinquante antennes reliées à ce site hautement stratégique et par lesquelles transitent les réseaux téléphoniques des deux opérateurs.

C'est quelques heures plus tard, au petit matin, que les équipes techniques SFR se sont rendues sur place et « ont tout mis en œuvre pour rétablir le service des autres sites au plus vite ». L'opérateur a également fait savoir qu'« un dépôt de plainte est en cours ».

À la mi-journée, près de la moitié des antennes étaient à nouveau en fonction. Les réparations se sont poursuivies dans l'après-midi. À 18h, seule l'antenne de Yutz restait en panne.

Aimablement, le Préfet nous faisait répondre ceci :

Bureau du contrôle de légalité,
de l'intercommunalité et du conseil aux élus
Affaire suivie par : Sophie Seyer
Tél. : 03 87 34 84 15
Mél. : sophie.seyer@moselle.gouv.fr

Le préfet

Metz, le **20 AOÛT 2021**

OBJET : Fonctionnement du conseil municipal
REFER : Votre courrier du 15 juillet 2021 reçu le 15 août

Par courrier cité en référence, vous avez souhaité m'informer de la conduite que vous qualifiez de délictueuse, d'un adjoint et d'un conseiller municipal de votre commune. Ces élus seraient, selon vos écrits, coupables d'avoir réalisé des travaux sur un espace public qui auraient nécessité l'intervention de professionnels habilités.

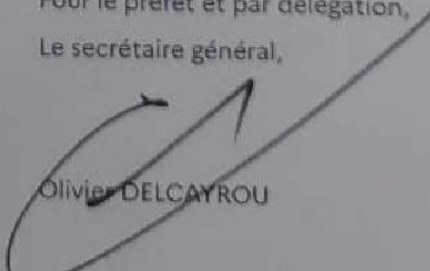
Je vous informe que le représentant de l'État dans le département n'a pas compétence pour intervenir directement dans la vie quotidienne d'une commune.

Concernant les faits relatés dans votre courrier, il ne m'appartient pas de procéder à de quelconques investigations.

Par ailleurs, selon les dispositions de l'article 40 du code pénal que vous évoquez, un élu qui dans l'exercice de ses fonctions aurait connaissance de la commission d'un crime ou d'un délit est tenu d'en avertir le procureur de la République. Par conséquent, si vous le souhaitez, vous avez la possibilité de vous rapprocher du procureur de la République, seul compétent dans cette affaire.

Tels sont les éléments dont je tenais à vous faire part.

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,


Olivier DELCAYROU

copie : sous-préfecture de Forbach-Boulay Moselle

Que pensez-vous que l'on fit ?

Sur la base de l'article 40, nous avons saisi le procureur qui ... classa sans suite.

Point final.

Et que pensez-vous que fit le maire BIANCHIN :

Nada ?

Tintin ?

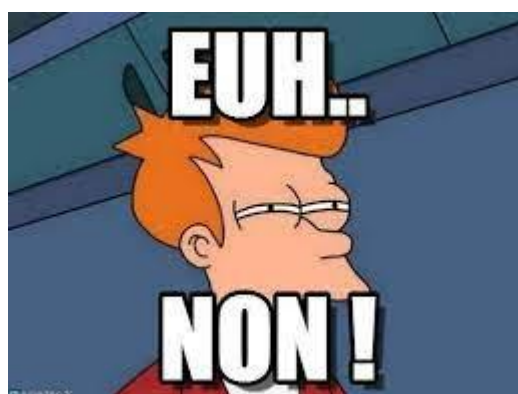
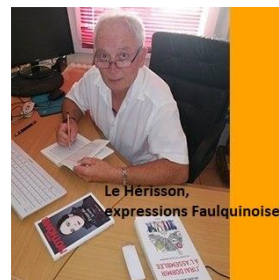
Des clopinettes ?

Que tchi ?

Que dalle ?

RIEN ?

EXACT.



Nous avons encore écrit ceci :

Comment voulez-vous être entendu, quand l'exemple de la bonne conduite ne vient pas du haut ?

Mon colistier a publié (document joint) l'inconduite condamnable de deux élus faulquinois, et pas n'importe lesquels.

L'un est le 6ème adjoint au maire, président de la commission Travaux-Sécurité, le second est conseiller municipal délégué aux relations spécifiques avec le prestataire retenu par la commune pour les actions d'animation en direction de l'enfance et les actions d'insertion. Oui, un tel titre ne s'invente pas.



Tous les deux sont coupables d'avoir pénétré dans une chambre télécom interdite au public, qu'il soit élu, conseiller municipal, adjoint ou ...maire.

La loi est la même pour eux comme pour VOUS, citoyen lambda.

Malgré avoir été pris sur le fait, malgré un avertissement, les deux compères retournaient le lendemain achever leurs coupables travaux.

Alors que tous les membres de la commission travaux avaient été sollicités pour se rendre devant le domicile du coupable, seul le président de cette commission est venu constater accompagné d'un agent communal.

C'est d'ailleurs ce même adjoint au maire et président de la commission travaux qui viendra le lendemain aider son compère et ami conseiller municipal délégué à achever le travail.

Dans le texte de mon colistier, il est indiqué que l'agent communal n'avait rien relevé d'anormal.

Fallait-il attendre un autre son de cloche d'un employé communal dont on ignore s'il avait les compétences requises ?

Fallait-il attendre un autre son de cloche d'un employé communal des services techniques dont on sait qu'il est sous « la tutelle d'élus, surtout lorsqu'un de ces élus est le président de la commission travaux » ?

Oui, il y avait des sanctions à prendre. Oui, il y a des sanctions à prendre.

Le maire et l'ensemble des élus ont été informés. Le maire **se devait, se doit de sanctionner au minimum en retirant la délégation totale et jusqu'à la fin de la mandature** à ces deux élus coupables de méfaits avec récidive.

Pour l'un le retrait de sa casquette *d'adjoint, de la présidence de la commission Travaux-Sécurité*, ainsi que de son indemnité mensuelle de **680,64€ avec effet rétroactif**,

Pour le second, le retrait de sa casquette de *conseiller municipal délégué aux relations spécifiques avec le prestataire retenu par la commune pour les actions d'animation en direction de l'enfance et les actions d'insertion* ainsi que de son indemnité mensuelle de **194,47€, avec effet rétroactif**.



L'économie engendrée du budget communal serait, de novembre 2020 à mars 2026 :

65 mois X 875,11€ = 56 882,15€

Imaginez, demain, VOUS, citoyen lambda, être pris en train de farfouiller dans des lieux dans lesquels vous n'avez ni autorisation, ni habilitation ...

Nous avons plusieurs témoignages, lettres à l'appui, dans lesquels le maire ne fait preuve d'aucune indulgence avec des « coupables de bonne foi ». Oui, cela existe.

Mais s'agissant des membres de son équipe, certains se croient tout permis d'autant plus que la sanction est inexistante.

CHICHE!

Mais ne soyons pas médisant,
les coupables vont peut-être
faire preuve de rédemption en
... démissionnant et

en renonçant à leurs prérogatives.

Je sais que les faulquinois (es) et les chémerois (es) sont devenus particulièrement attentifs
aux affaires de la commune depuis les dernières élections municipales.

Maintenant :

